

FLETCHER Christopher – 34^e section – COLLEGE B1

Le statut de chargé de recherche CNRS est unique au monde. Il fournit une liberté dans le développement du savoir qui n'existe nulle part ailleurs. Formé dans le système universitaire britannique, bien impliqué dans les réseaux de recherche internationaux, depuis mon recrutement au CNRS j'ai souvent eu l'occasion de mesurer les possibilités ouvertes par ce statut à l'aune des expériences des collègues d'autres systèmes universitaires, pourtant plus dotés financièrement. C'est ainsi que j'apprécie pleinement la responsabilité qui repose sur les épaules des sections du CoNRS dans le recrutement des chercheurs et leur accompagnement tout au long de leur carrière. J'apprécie également la nécessité de défendre cette spécificité française contre les calculs budgétaires cycliques qui la menacent périodiquement. Les sections du CoNRS ont la responsabilité de veiller au renouvellement du corps des chercheurs CNRS et de contribuer à le défendre contre un manque de vision qui le réduirait à un pâle reflet d'autres systèmes universitaires, souvent mal compris voire fantasmés. Dans un contexte familier de contrainte budgétaire, nous avons certes besoin de plus de ressources financières pour poursuivre nos recherches, mais nous avons surtout besoin de défendre notre capital humain, la ressource principale du CNRS.

Mon parcours dans les systèmes de recherche britannique et français m'a convaincu que la recherche ne peut se faire sans contact avec le monde de l'enseignement universitaire, et parallèlement que cet enseignement bénéficie énormément de la participation active de chercheurs « purs ». Membre d'un UMR, si je crois fermement que les unités de recherche dédiées ont toute leur place dans la constellation du système de recherche français, s'appuyer uniquement sur eux serait vouer le CNRS à la disparition sur le long terme. Je mesure également l'importance des détachements CNRS pour le parcours des collègues enseignants-chercheurs. Je crois en outre qu'il n'est pas souhaitable de limiter la présence du CNRS aux concentrations géographiques qui se forment grâce à la nature même du système de recherche et d'enseignement tel qu'il existe déjà. Membre par choix d'un laboratoire à Lille, je mesure la nécessité de maintenir la présence du CNRS à travers tout le territoire français.

Je suis historien médiéviste, britannique de naissance, formé dans les universités de Cambridge et d'Oxford. Mes travaux concernent l'interaction entre la masculinité et la politique, grande oubliée d'une historiographie qui admet volontiers que le gouvernement et la politique formelle ont été peuplées jusqu'à très récemment uniquement par des hommes, mais sans se soucier des implications de ce constat. Ironiquement, le développement de la recherche sur les femmes nobles, souvent pilotés par des historien.ne.s féministes, a généralement conforté l'idée que le genre concerne uniquement les femmes, surtout dans la politique. Une thèse basée sur l'analyse des idées de « manhood » et de la politique à la fin du XIV^e siècle n'a pas facilité mon recrutement dans un système où il fallait être soit historien de la politique, soit historien du genre. A part un postdoctorat à l'université de Cambridge, dans les 7 années suivantes la thèse, j'ai travaillé 3 ans sur des contrats précaires dans plusieurs universités britanniques, et 1 an en tant que lecteur dans une université française. En 2010, j'ai eu la chance d'être recruté sur le projet ERC de Jean-Philippe Genet à l'université de Paris I « Signs and States », qui s'accordait avec mon approche à la politique médiévale *via* une analyse des valeurs et de la langue de la période en complément à l'analyse des approches institutionnelles voire prosopographiques. Dans ce rôle j'ai dirigé une équipe de quatre personnes pour développer un outil pour l'analyse du discours politique de la fin du Moyen Âge. En même temps, j'ai pris connaissance du concours CNRS, que j'ai passé et que j'ai réussi en 2013. Ce parcours plutôt « accidenté » me rend d'autant plus sensible au rôle joué par le CNRS dans la promotion de parcours atypiques, ainsi que dans la promotion de champs de recherche émergents, qui ne rentrent pas facilement dans les logiques de recrutement universitaire.

Après mon recrutement au CNRS j'ai poursuivi l'approche de la recherche collective que j'ai expérimentée au sein du projet ERC, et à laquelle j'ai pris goût. D'abord au LaMOP (UMR 8589), ensuite à l'IRHiS (UMR 8529), j'ai été pleinement impliqué dans la vie collective du laboratoire. Au LaMOP j'ai participé à l'organisation des « Journées d'études textuelles » et j'ai participé à la fondation du séminaire « Locus ». A Lille, j'ai vite lancé un projet sur les « Cultures politiques du quotidien » qui a impliqué une grande partie des membres du laboratoire. De 2020 à 2025, j'ai été directeur-adjoint du laboratoire avec la responsabilité pour les relations internationales, ainsi que responsable du pôle de recherche « Pouvoirs, normes et conflits ». J'ai également monté un séminaire régulier en langue anglaise dédiés au doctorant.e.s.

Je vous invite à voter pour moi et pour les candidats soutenus par la Cfdt Recherche EPST, de défendre l'ensemble des personnels de l'ESR, tous corps et statuts confondus.



Élections au Comité National de la Recherche Scientifique 2025 - 2029

Vous allez élire vos représentantes et représentants au Comité National dans un contexte de profondes transformations du système de recherche et d'enseignement supérieur.

Soutenus par la **CFDT Recherche EPST**, syndicat de toutes les catégories de personnel, nous nous engageons à :

- **Défendre les intérêts de toutes et tous** (chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs) et promouvoir l'égalité professionnelle.
- **Renforcer la collégialité** en associant chaque métier à la conduite de la recherche.
- **Écouter et informer** l'ensemble de la communauté scientifique.
- **Préserver le sens** de notre activité dans un cadre législatif en mutation.
- **S'opposer aux "Keylabs"** et défendre une recherche publique diversifiée et collaborative.
- **Promouvoir une évaluation qualitative** plutôt que strictement quantitative.
- **Mener notre mandat en toute indépendance**, en coopération avec les autres élues de la section.

La **CFDT Recherche EPST** réclame :

- Une **évaluation des laboratoires et de leur personnel par le Comité National**, ainsi que la présence d'élus (y compris ingénieurs et techniciens) dans les Comités de visite de l'HCERES.
- Le **rejet des Keylabs**, qui concentrent les financements au détriment de la diversité et de la pluralité des recherches.
- Une **meilleure répartition des crédits publics**, avec un soutien de base conséquent aux laboratoires et une évaluation a posteriori.
- La **réduction de la charge administrative**, conséquence du recours abusif aux projets financés sur appels à projets.

Le personnel de l'ESR reste le plus défavorisé de la fonction publique en termes de carrière et de rémunération. Cela doit changer ! Nous revendiquons :

- La **revalorisation des grilles indiciaires** et l'augmentation des taux de promotion pour tous les corps des EPST et de l'Enseignement supérieur.
- Un **parcours de carrière** intégrant au moins deux grades, avec une évolution rapide pour les chercheurs.
- Le **transfert primes-points**, pour inclure une partie des primes dans le traitement indiciaire (meilleur calcul de la retraite).
- L'**égalité femmes-hommes** dans les promotions, l'accès aux postes à responsabilité et l'attribution des primes.
- La **suppression des CPJ**, qui introduisent une inégalité de recrutement et de traitement.
- Un **accès à la classe de CRHC** qui ne bloque pas celui au corps des Directeurs de Recherche.
- Le **décontingement de la HEB** et l'**allongement de la grille à la HEC** pour les CRHC et les IRHC.
- L'**attribution de la prime C3 (RIPEC)** à tous les chercheurs ayant reçu un avis favorable lors de leur évaluation.

Nous exigeons aussi :

- Le **remplacement systématique** de tous les départs par des emplois permanents non mutualisés.
- La **limitation des CDD** et des "CDI de projet" pour éviter la précarisation.
- Une **prise en charge respectueuse** des personnels en souffrance, avec une vigilance accrue sur les risques psychosociaux.

Notre objectif est de créer les conditions d'une recherche citoyenne, durable et responsable, privilégiant l'emploi pérenne et respectant ses personnels.

En votant pour les candidates et candidats **CFDT Recherche EPST**, vous choisissez des élues à vos côtés pour défendre l'ensemble des personnels de l'ESR, tous corps et statuts confondus.